

28 mai 1965, Montréal

Sir George Williams University

Vous qui appartenez à la communauté canadienne-anglaise et qui vivez au Québec, vous savez combien il se dit et s'écrit actuellement de choses sur notre province, tant chez nous, que dans le reste du Canada ou même à l'étranger. L'idée qu'on se fait de l'évolution dont, à notre façon nous sommes tous les artisans, n'est peut-être pas toujours exacte dans ses détails, comme il a pu vous arriver de le constater. Pourtant le fait même qu'on s'intéresse au Québec plus que jamais auparavant doit nous démontrer clairement, si nous en doutons encore, que nous sommes à vivre une expérience humaine presque unique dont vous, québécois de langue anglaise, êtes les témoins et pouvez être les interprètes.

Les expériences humaines ont ceci de particulier, par rapport aux expériences courantes dans les sciences physiques, qu'on n'en connaît pas toujours parfaitement le point de départ, qu'on en contrôle plus difficilement la marche et qu'on en ignore souvent le résultat. Dans le cas du Québec, je pense bien que le point de départ est assez connu. Les historiens et les sociologues, avec le recul du temps, pourront dans quelques années nous expliquer encore mieux que nous sommes aujourd'hui en mesure de le faire en vertu de quelles influences précises la période de notre histoire qui commence vers 1960 a été caractérisée par un élan, par un mouvement comme il ne s'en trouve presque aucun exemple dans notre passé. Tout de même, il est déjà possible, à l'heure actuelle, d'énumérer certains des facteurs à l'origine de ce mouvement. Je pense, par exemple, à des réformes politiques, à un désir d'affirmation latent depuis des générations qui a soudainement trouvé un moyen d'expression, à une prise de conscience non seulement de la force économique que le Québec français représente mais aussi et surtout de celle qu'il lui paraît possible d'obtenir. Tous ces facteurs jouent les uns sur les autres, se transforment mutuellement, et deviennent ainsi des points de départ nouveaux. Il importe cependant de retenir – et cela, à mon sens, explique le plus logiquement la période actuelle – que toutes ces causes, et bien d'autres, ont agi à peu près en même temps. Des réformes d'ordre politique, il s'en est produit auparavant dans notre histoire. On peut retracer un désir d'affirmation dans toutes les générations qui nous ont précédés. La recherche de la puissance économique n'est pas non plus un objectif nouveau. Dans le passé, nous avons à peu près toujours consacré nos énergies à l'une ou l'autre de ces préoccupations, mais jamais à toutes ensemble. Cependant, depuis 1960, nous agissons dans tous les domaines à la fois, les citoyens s'appuyant sur leur gouvernement, et celui-ci trouvant son inspiration dans la conscience politique des citoyens et dans leur dynamisme naturel. C'est donc le caractère global de l'évolution actuelle qui doit retenir notre attention. C'est grâce à lui que tout le reste devient logique; c'est par lui que tout le reste semble possible; c'est pour lui que tout le reste apparaît souhaitable.

Et qu'est-ce que « tout le reste » ? « Tout le reste » est une nouvelle définition de nous-mêmes, une nouvelle définition du Québec, par rapport à laquelle les grandes politiques que le gouvernement a mises de l'avant prennent figure de moyens orientés vers une fin unique. Il y a évidemment des objectifs à courte échéance, mais ils seront atteints par la recherche même de cette fin. Ainsi, il est clair que notre action économique vise avant tout à une

amélioration du niveau de vie de nos citoyens, mais elle est aussi un des éléments de notre définition comme peuple. Il en est de même du domaine de l'éducation, de la culture, de l'administration publique, du bien-être social, et que sais-je encore?

Rappelons-nous que nous sommes dans le domaine de l'humain. Comme je le disais, il y a un instant, en faisant une comparaison entre les expériences des sciences physiques et les expériences humaines, nous ne pouvons pas contrôler à chaque moment et dans chacun de ses aspects la marche en avant de tout un peuple. En d'autres termes, s'il est certain que la société québécoise évolue rapidement, personne ne peut avec certitude diriger cette évolution vers des objectifs nets, arrêtés d'avance et au-delà desquels il serait interdit de s'aventurer. Il est même évident que des couches de notre société, que des classes entières, n'évoluent pas au même rythme que les autres. Certaines croient que le mouvement est trop lent, d'autres qu'il est trop rapide. Et chaque groupe croit honnêtement avoir raison. Ainsi le veut notre régime démocratique de vie.

Il arrive aussi, justement parce que nous vivons en démocratie, que tous ne s'entendent pas sur la définition de nous-mêmes que nous recherchons. C'est pourquoi je disais tout à l'heure qu'on ignore souvent le résultat des expériences humaines. C'est pourquoi aussi je, vous dis maintenant que je ne peux pas, même comme Premier ministre du Québec, vous prédire avec sûreté ce que sera le Québec de demain. Si on est en mesure, avec assez de facilité, de dégager les tendances, les lignes de force de l'évolution actuelle, on ne peut pas, d'autorité, en fixer « a priori » le terme. Cela n'est pas désirable dans un régime qui veut respecter la libre expression des opinions; cela ne serait même pas possible dans une dictature, car l'histoire nous rappelle avec une insistance humiliante pour les prophètes et les doctrinaires qu'aucune dictature n'a fini – même dans sa pensée sociale – comme elle a commencé.

Vous vous demandez peut-être pourquoi j'insiste tellement sur le caractère difficilement prévisible de l'évolution présente du Québec démocratique.

Cela signifie-t-il, vous demanderez-vous, que le gouvernement du Québec ignore quelle orientation donner à ses politiques? Cela signifie-t-il que le mouvement dont notre peuple fait actuellement preuve tombe dans un extrémisme devenu incontrôlable?

Absolument pas. Mon seul but est de montrer que nous avons entrepris de mener à terme une initiative redoutable, mais nécessaire; la définition d'un peuple par lui-même et pour lui-même. Nous savons et nous savions – qu'une telle démarche comporte des risques, que de temps à autre des opinions variées se font jour même si elles ne rallient pas l'assentiment de la majorité de nos concitoyens, (quelle est la pelouse sans mauvaises herbes?) nous savons et nous savions qu'à cause du dynamisme québécois il peut se produire une réaction dans le reste du pays, réaction à laquelle nous ne sommes pas insensibles, mais à laquelle aussi nous nous attendions. Mais, à choisir entre un Québec qui se résigne à la situation qui lui est faite par des forces extérieures qu'il ne contrôle pas, et un Québec qui devient sûr de lui-même et qui veut aller de l'avant, même au risque de déranger un ordre de choses auquel on avait fini par s'habituer, il n'y avait pas d'hésitation. C'est pourquoi nous avons résolument opté pour un Québec nouveau style. Comme gouvernement, nous avons proposé des objectifs à cette population; elle aussi nous en a suggéré. Ce processus d'échanges dure

depuis 1960 et rien ne permet de croire qu'il en soit à son terme. Aujourd'hui – même après cinq ans de croissance politique – aucun observateur étranger ne peut établir de distinction valable entre ce que, d'une part, le gouvernement désirerait sur le plan de l'affirmation collective du Québec et ce que, d'autre part, souhaiterait à ce sujet l'ensemble de notre population. Nous avons réussi, je pense, à réaliser une unanimité de vues que d'aucuns trouvent étonnante.

Et les objectifs recherchés – ces objectifs qui permettront l'autodéfinition du peuple québécois sont, je crois, maintenant bien connus, non seulement de nous mais de la plupart des citoyens des autres provinces. Nous voulons détenir, d'une façon ou de l'autre, les leviers économiques qui nous manquent encore pour exercer sur la croissance économique, industrielle et financière de notre province une influence proportionnelle au groupe humain que nous sommes. Nous voulons une administration publique efficace et qui puisse servir de levier d'affirmation collective. Nous voulons un régime de sécurité sociale conforme à notre politique familiale. Nous voulons établir avec certains pays des relations qui nous seront mutuellement avantageuses.

Je pourrais, en entrant dans les détails, prolonger cette énumération. Les objectifs que j'ai mentionnés suffisent toutefois pour démontrer l'étendue de nos perspectives. Il s'agit d'un programme ambitieux, je le concède. J'ajoute même que nous sommes encore loin de l'avoir réalisé. Mais je tiens surtout à souligner qu'il a été accueilli par l'approbation complète de notre population. Aujourd'hui nous poursuivons sa mise en œuvre, graduellement. Pour ce faire nous avons dû remettre en question bien des choses, bien des structures administratives et sociales qu'on avait fini par considérer comme permanentes, bien des façons de voir, bien des opinions parfois arrêtées et même certains des objectifs que nous nous étions initialement fixés.

La remise en question qui a le plus frappé le reste du pays est celle qui touche notre régime confédératif. Elle se produit non seulement parce que le Québec moderne se redéfinit et qu'il veut jouer un rôle qui convienne à sa dimension démographique et culturelle, mais aussi parce qu'il est engagé à fond dans un processus de réorganisation interne qui ne peut qu'influencer sa place à l'intérieur du Canada, ne serait-ce qu'à cause de la prise de conscience collective qui en résulte.

Il existe un phénomène dont tout le Canada, il me semble, doit être persuadé. Tous les Canadiens français ont un attachement indéfectible envers leur culture et leur langue. En fait, nous sommes tous « nationalistes », dans la mesure où ce terme signifie que nous tenons, absolument et définitivement, à notre identité propre. Et cette identité, il ne nous suffit pas qu'elle soit préservée, mais nous exigeons aussi qu'elle s'épanouisse, tant dans notre pays qu'à l'extérieur.

Ceci dit, des divergences apparaissent quant aux moyens à prendre. Certains croient que notre sauvegarde la plus complète est le Canada lui-même, comme entité complète et intangible, c'est-à-dire un pouvoir central fort et des gouvernements régionaux, dits provinciaux, soumis et non enclins à s'attribuer d'autres pouvoirs que ceux qu'ils exercent déjà. À vrai dire, ceux qui partagent ce point de vue — ils sont assez peu nombreux au Québec — désirent surtout que le Canada contrebalance l'influence américaine dans ce qu'elle a de

force assimilante. Ils croient que seul un gouvernement central fort est en mesure d'y arriver et, par-là, de protéger la société canadienne-française.

D'autres au contraire estiment que le Canada lui-même est une force assimilante et d'autant plus dangereuse qu'elle nous est moins éloignée. Ils croient que le Québec atteindrait mieux les objectifs qu'il s'est fixés en se retirant tout simplement du pays et en devenant entièrement autonome dans tous les domaines. Comme la précédente, c'est là une solution nette et sans équivoque. Certains gestes précis doivent être posés et, grâce à eux, notre identité culturelle serait maintenue pour toujours, même si une génération ou deux doivent se vouer à l'austérité pour éroder patiemment l'antagonisme de 200000000 d'Anglo-saxons.

Il y a aussi, comme dans n'importe quelle société, une proportion de la population québécoise qui, pour toutes sortes de raisons, est assez peu préoccupée de la place du Québec dans le Canada de l'avenir. Certains croient que nous n'arriverons jamais à changer quoi que ce soit, d'autres estiment que le gouvernement du Québec et la population de la province devraient s'intéresser à autre chose.

Reste enfin ce que je crois être une majorité des Québécois, qui sans avoir perdu confiance dans le Canada, comme entité, ne sont pas satisfaits de la relation qui existe présentement entre les deux groupes ethniques qui ont fondé notre pays. Disons que j'appartiens à cette catégorie de personnes. Du coup, je reconnais que mon attitude est la moins confortable, celle qui, en même temps, nous oblige à tenir compte de la réalité canadienne -c'est-à-dire du Canada, comme pars – et aussi de la réalité québécoise et canadienne-française à laquelle ceux qui y appartiennent et qui y vivent doivent donner une stature nouvelle.

Une telle position peut apparaître contradictoire. D'un côté, nous admettons comme prémisse que le maintien du Canada est avantageux au Québec, alors que, d'un autre côté, plusieurs de nos problèmes actuels proviennent de la façon dont fonctionnent les institutions politiques et administratives de notre pays. En réalité, il n'y a pas de contradiction, car nous voulons agir sur les deux variables qui détermineront notre situation comme groupe ethnique: la répartition des pouvoirs au Canada et la place que doit occuper dans ce pays la société canadienne-française. Nous voulons donc, simultanément, agir sur cette entité qu'on appelle le Canada et permettre par-là l'épanouissement de notre communauté ethnique symbolisée par le Québec. L'un ne va pas sans l'autre. Déjà, nous avons accompli beaucoup de progrès car le Québec ne correspond plus désormais et de loin – à l'image qu'on s'en faisait il y a encore peu d'années. Nous sommes à construire une nouvelle société sur les bases que je viens d'esquisser dans cette allocution. En somme, l'une des deux variables, le Québec, a commencé à être influencée. Quant à l'autre variable, le Canada, des progrès s'y sont aussi manifestés, mais ils n'ont pas l'envergure de ceux que l'on remarque au Québec. Nous sentons pourtant une évolution qui prouve que nos positions commencent à être perçues, même si elles ne sont pas encore toujours comprises et surtout acceptées. Mais cela ne suffit pas. Les difficultés que nous vivons présentement sont beaucoup plus profondes qu'un examen hâtif ne le laisse voir à prime abord. Le Canada est dans un sérieux état de déséquilibre. La poussée canadienne-française, le dynamisme de notre communauté, l'affirmation de son point d'appui qu'est le Québec ne sont pas des phénomènes passagers, des manifestations éphémères de sentimentalisme superficiel.

Vous, comme Canadiens anglais qui vivez parmi nous, vous le savez. Je souhaite seulement que tous les Canadiens anglais du pays le sachent aussi. Souvent, j'ai dit ce que le Québec, comme point d'appui du groupement canadien d'expression française, désire. Nous voulons l'égalité des deux groupes ethniques qui ont fondé ce pays, nous voulons nous affirmer de la façon qui convient à notre culture et à nos aspirations, nous voulons dans le Canada de l'avenir, un statut qui respecte nos caractères particuliers. Pour ce faire, il n'est pas nécessaire de détruire le Canada, mais il sera indispensable de lui donner un autre sens et même de nouvelles institutions. Loin de nous conduire au pessimisme, une telle perspective doit au contraire soulever notre enthousiasme. Une phase de l'histoire de notre pays est en quelque sorte terminée; une autre commence où nous aurons à construire le Canada sur des bases nouvelles. Le Québec fait valoir un point de vue qui en lui-même n'est pas nouveau, mais il le présente avec plus de force et de cohérence que jamais auparavant. Cette nouvelle phase de notre histoire, si elle doit réussir, aura obligatoirement à tenir compte de ce facteur. Sans doute, nous devons encore vivre quelques années d'incertitude et de friction. Mieux vaut convenir de ce fait – car c'en est un. À quoi précisément aboutirons-nous ensuite? Je ne saurais le prédire. Mais je suis convaincu, et je ne vois rien maintenant, malgré certaines contradictions apparentes, malgré certaines confusions inévitables, qui puisse infirmer cette conviction, je suis convaincu, dis-je, que nous réussirons à fournir à la société d'expression française de même qu'à la société d'expression anglaise les institutions politiques qui permettront à chaque société non de combattre l'autre mais de la compléter. En somme, pour résumer ma pensée en une comparaison médicale, – c'est bien mon droit après avoir tenté un diagnostic de notre état de santé! — nous ne voulons pas que le Canada subisse un traumatisme à cause du Québec, mais fuisse de l'accomplissement intégral des fonctions d'un Québec entièrement épanoui!